

21.1.2 Dépenses de consommation

Les dépenses de consommation en biens et services ont accusé une augmentation exceptionnelle pour la seconde année consécutive, suivant en cela l'accroissement considérable du revenu personnel disponible et du crédit à la consommation. Les dépenses personnelles ont augmenté de \$8,757 millions (14.5%) et figuraient pour près de 57% de l'accroissement du PNB. En chiffres réels, cette augmentation de 8.0%, qui est sensiblement supérieure à celles de 6.9% et 5.3% enregistrées respectivement en 1972 et 1971, est la plus importante depuis 1955. L'accroissement des dépenses de consommation a dépassé l'augmentation du revenu personnel disponible, ce qui a entraîné une diminution du coefficient d'épargne (épargne personnelle en proportion du revenu personnel disponible) de 8.3% en 1972 à 7.4% en 1973. Ce coefficient demeure toutefois très élevé par rapport aux normes traditionnelles.

L'augmentation des dépenses personnelles en biens durables, établie à 18%, était généralisée. Le tiers environ de l'augmentation de \$1,656 millions était imputable à l'accroissement des dépenses occasionnées par l'achat de voitures neuves. L'importance de la demande à cet égard, qui était déjà apparue clairement au cours des deux années précédentes, s'est maintenue au cours du premier trimestre de 1973, se traduisant par une accélération de la hausse des dépenses qui est passée de 11% au quatrième trimestre de 1972 à 14% au premier trimestre de 1973. Ces dépenses ont diminué le reste de l'année. Les dépenses en biens durables autres que les voitures ont augmenté de 18%. Les meubles et les appareils ménagers, en particulier, ont connu de très fortes augmentations, suivant en cela l'essor dans le secteur de la construction résidentielle. Le modeste taux d'augmentation des prix de 1.3% pour l'ensemble de la catégorie des biens durables s'est traduit par des augmentations en volume de 16.8%, contre 14.7% l'année précédente.

Des augmentations exceptionnellement élevées ont également été enregistrées dans la catégorie des biens semi-durables (17.1%) et dans celle des biens non durables (16.2%). Dans ces cas-ci, toutefois, les augmentations étaient attribuables pour une bonne part à la hausse des prix, en particulier des biens non durables; cette hausse, établie à 10.1%, provenait essentiellement de l'augmentation du prix des aliments et du combustible. Pour ce qui est du volume, les dépenses en biens semi-durables ont augmenté de 11.8% et les dépenses en biens non durables de 5.6%. Dans la catégorie des biens semi-durables, on a enregistré de très fortes augmentations des dépenses relatives aux vêtements et chaussures. Le taux d'accroissement des dépenses au titre des services s'est quelque peu accéléré, passant de 8.8% en 1972 à 10.8% en 1973.

21.1.3 Dépenses en immobilisations des entreprises

Tous les éléments de la formation brute de capital fixe ont accusé des hausses en 1973. Le secteur du logement, contrairement aux prévisions, a connu une forte augmentation de 23% après des hausses considérables en 1971 et 1972. Même du point de vue du volume, la progression d'environ 13% est considérable. Les mises en chantier ont augmenté de plus de 7% pour atteindre le niveau record de 269,000 unités. Comme l'année précédente l'augmentation a porté surtout sur les mises en chantier de logements individuels.

Les investissements des entreprises en bâtiments et matériel ont augmenté de près de 18% en valeur et d'environ 11% en volume. Les dépenses au titre de la construction non résidentielle et les dépenses en machines et matériel ont toutes deux augmenté à un rythme accéléré, mais en particulier les dernières qui ont progressé de 19%. L'augmentation des dépenses en machines et matériel était généralisée, mais elle était surtout marquée dans les secteurs de l'industrie manufacturière et des services publics et dans le cas des machines agricoles et des véhicules commerciaux.

21.1.4 Investissements dans les stocks

Les investissements dans les stocks des entreprises non agricoles n'ont augmenté que de \$159 millions pour s'établir à \$923 millions. L'augmentation se répartissait presque également entre les trois principaux groupes d'activités économiques: industrie manufacturière, commerce de gros et commerce de détail. Dans le secteur manufacturier, les stocks des industries productrices de biens durables ont accusé de fortes augmentations alors que ceux des industries productrices de biens non durables ont été liquidés pour la seconde année consécutive.